

Pièce 10 - NOTICE d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux établissements et installations ouvertes au public

Création locaux archives dans la Maison de l'université
Esplanade Erasme - 21000 DIJON

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêtés du 1^{er} août 2006, du 21 mars 2007, du 11 septembre 2007 et du 30 novembre 2007
- Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - *"Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente."*

2- OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

En fin de travaux soumis à permis de construire l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1^{er} alinéa de l'article R.111.19.27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1^{er} alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

3 - EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.



Avertissement : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007. D'autres types de notices peuvent être utilisées, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer.

Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient toutefois d'indiquer qu'elles seront prises en ultérieurement.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ETABLISSEMENT

1 – DEMANDEUR *(bénéficiaire de l'autorisation)*

NOM, prénoms **UNIVERSITE DIJON BOURGOGNE**

Pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire :

ADRESSE : Pôle Patrimoine, 15 rue Marcel Bouchard

Code postal **21000** Commune **DIJON**

Téléphone fixe **03.80.39.50.87**

2 – ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement : **UFR SCIENCES GABRIEL**

ACTIVITE avant travaux : Enseignement

après travaux : Enseignement

IDENTITE du futur exploitant : **UNIVERSITE DIJON BOURGOGNE**

TYPE(S) et **CATEGORIE** de l'établissement (selon R123-19 du CCH - voir fiche sécurité) :

Type R, 1^{ère} catégorie

ADRESSE : 6 boulevard Gabriel

Code postal **21000** Commune **DIJON**

RENSEIGNEMENTS NECESSAIRES A LA BONNE COMPREHENSION DU DOSSIER

1 - Descriptif des travaux envisagés

Le présent projet concerne l'aménagement d'une "salle blanche" (= pièce à atmosphère contrôlée) au niveau R+4 du bâtiment dit "sciences Gabriel" sur le site de l'université Dijon Bourgogne, au 6 boulevard Gabriel à Dijon.

Les travaux concernent :

- L'aménagement d'un local de stockage existant pour l'aménagement de la "salle blanche";
- La création d'une extension pour mise en œuvre d'un sas à la "salle blanche";
- L'aménagement d'une rampe métallique pour assurer le cheminement piéton sur la toiture terrasse notamment au droit des relevés maçonnés du joint de dilatation du bâtiment.

Les locaux aménagés sont uniquement code du travail, ils n'accueillent pas de public.

2 - Cheminements extérieurs

Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage, ...)

Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,)

Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)

Qualité d'éclairage (minimum 20 lux), ...

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

3 - Stationnement

Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...

Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol

Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum

Valeur d'éclairement prévue (50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement, 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement), ...

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

4 - Accès aux bâtiments

Descriptif le cas échéant du dispositif de contrôle d'accès (digicodes, visiophones)

Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents, ...)

Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)

Positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées), ...

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

5 - Accueil du public

Caractéristique des guichets, banques d'accueil, caisses de paiement, comptoirs,...

Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable

Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant

Qualité d'éclairage (minimum 200 lux), ...

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

6 - Circulations intérieures horizontales

Éléments structurants repérables par les déficients visuels

Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes,...)

Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

7 - Circulations verticales

☒ Escaliers

Contraste visuel et tactile en haut des escaliers, qualité d'éclairage (minimum 150 lux),

Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...), ...

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

☒ Ascenseurs

Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible

Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)

Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire, ...

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

8 - Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques

Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire

Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur, ...

Sans objet

9 - Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique

Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds (Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions)

Traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration – matériaux prévus (niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons – aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)

Les locaux aménagés sont non accessibles au public

10 - Portes, portiques et sas

Dimensionnement des portes battantes, des portes automatiques, des portillons (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées,...)

Les locaux aménagés sont non accessibles au public

11 - Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande

Description des appareils distributeurs, des dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilant, bornes d'information, dispositifs de sonorisation

Hauteur et emplacement des équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, (Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes – contraste visuel, signalisation,...)

Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'utilisation d'un clavier

Information sonore doublée par une information visuelle

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

12 - Sanitaires

Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées

Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur

Positionnement de la cuvette, de la barre d'appui (hauteur), des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...

Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires adaptés ...

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

13 - Sorties

Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

14 - Etablissements ou installations recevant du public assis

Nombre de places accessibles, taux par rapport au nombre total, localisation, cheminement permettant d'y accéder depuis l'entrée

Non concerné par les travaux – Les dispositions existantes sont conservées

15 - Etablissements disposant de locaux d'hébergement

Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau, cabinets d'aisance accessibles, taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total, localisation, répartition par catégorie)

Sans objet

16 - Etablissements ou installations comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches

Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles

Sans objet

17 - Etablissements comportant des caisses de paiement disposées en batterie

Nombre et localisation des caisses accessibles)

Sans objet

Fait à DIJON le 20/08/25

Le Maître d'Oeuvre,



03 80 30 56 41
dijon@aagroup.fr
22, avenue de Marbotte
21000 Dijon
SAS
RCS Dijon
380 369 587
Ordre des architectes S02025
FR94380369587

Le Maître d'Ouvrage


Le président de l'Université Bourgogne Europe
Vincent THOMAS